Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet : http:www.lesoir-dalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

Pays arabes, démocratie à la carte ?

Egypte. Hosni Moubarak et ses deux enfants – Gamal et Alaa – sont en prison. Le PND (Parti national démocratique) a été dissous par la justice égyptienne. Flash-back. Cairo Stadium, le 15 novembre 2010. Match Égypte-Algérie. Plus de 80 000 spectateurs. Dans les tribunes, Gamal Moubarak, sa fringante épouse, son frère, ses amis. Quelques jours avant, son père, Hosni Moubarak, avait rendu visite aux joueurs égyptiens. Les médias égyptiens sont mis à contribution. Comme si un match de football allait décider du sort de l'Égypte, «Oum dounia» ! Triste destin pour cette famille qui avait pris en otage tout un pays.

Juste avant la révolution tunisienne, la succession dynastique – Gamal Moubarak en Égypte, Seïf El Islam en Libye, Ahmed Ali Saleh au Yémen – semblait la seule alternative à laquelle devaient se résigner les Egyptiens, les Libyens et les Yéménites. De quoi donner des idées à certains en Algérie où, à la même période, en novembre 2010, on a vu la naissance du Rassemblement pour la concorde nationale (RCN, parti non agréé) proposant la candidature de Saïd Bouteflika à la présidentielle de 2014. Les promoteurs de cette initiative se proposaient même de récolter deux millions de signatures pour la valider !

La chute de Ben Ali, puis celle de Moubarak, la crise en Libye, au Yémen, au Maroc, en Jordanie, à Bahreïn, à Oman ont changé la donne,

incitant sans doute Abdelaziz Bouteflika à prendre la mesure de la situation en proposant à son tour des réformes politiques, fussent-elles partielles. Quoique hésitant, l'Occident a également dû se résoudre à s'adapter aux nouvelles réalités. Barack Obama, David Cameron, Nicolas Sarkozy ont longtemps appuyé les régimes autoritaires arabes au motif qu'ils étaient les seuls remparts contre la menace islamiste. La «rue arabe» qu'invoquaient avec mépris les diplomates occidentaux était alors synonyme d'inexistence d'une opinion publique, de gens qui ne comptent pas.

Pris de court par la chute de Ben Ali et, surtout, par celle de Moubarak en raison du poids de l'Égypte dans la région, les dirigeants occidentaux décident alors de soutenir les mouvements populaires et surtout de les contrôler dans un sens favorable aux intérêts à l'Occident capitaliste. C'est ce qu'ils font actuellement en Libye : ils ont lâché Kadhafi auquel, il n'y a pas si longtemps, ils déroulaient le tapis rouge. Aujourd'hui, ils exigent qu'il parte.

Plus encore, s'exprimant le 16 avril à l'Institut du monde arabe à Paris, Alain Juppé, le chef de la diplomatie française, a dessiné les contours de la nouvelle diplomatie française envers le monde arabe.

«Nous, Français, pensions très bien connaître ces sociétés, avec lesquelles nos liens sont anciens et solides. Mais le "printemps arabe" nous a pris au dépourvu et nous a montré que nous en ignorions des pans entiers» a-t-il assuré. Et ce, avant de délivrer des brevets de satisfecit démocratiques aux uns et aux autres. «La France n'a pas plusieurs langages par rapport à tout ce qui se passe au sud de la Méditerranée et jusqu'au golfe Persique. Il est le même

partout. Il y a à l'évidence une profonde aspiration populaire à la liberté, à la démocratie. Il faut que les régimes en place en tiennent compte et que des réformes audacieuses soient entreprises», a-t-il fait doctement valoir. «Certains pays l'ont compris, c'est le cas du Maroc en particulier, d'autres ont encore beaucoup de pas à faire dans cette direction.» En théorie, on ne peut qu'applaudir à de tels propos !

Mais, chacun a remarqué qu'Alain Juppé n'a pas évoqué l'intervention militaire saoudienne à Bahreïn pour sauver la monarchie des Al-Khalifa, intervention armée appuyée de surcroît par les Emirats arabes unis et le Qatar ! Raison de cet oubli ?

Ces deux pétromonarchies sont partie prenantes dans l'intervention militaire occidentale en Libye ! Washington et Londres sont sur la même ligne. En résumé, intervention militaire en Libye, critiques et menaces contre la Syrie, à un degré moindre contre le Yémen. Silence radio sur Bahreïn, Oman ou l'Arabie saoudite ! C'est ce qu'on appelle une politique de soutien démocratique à la carte !

H. Z.

Par Hassane Zerrouky

LIBYE

Le prince héritier dessine l'après-Gueddafi

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Le représentant de la Maison Senoussi, dynastie soufie aux origines algériennes — Mostaganem — avérées et assumées, était, hier, à Bruxelles. Le prince héritier, Mohamed-Reda Senoussi de Libye, était face à des parlementaires, des représentants de la société civile tant libyenne qu'européenne et de nombreux journalistes. Il est cultivé, très à l'aise en public, posé et parle et reprend calmement, avec mesure.

«Mon devoir actuel est de soutenir les Libyens, d'empêcher le carnage perpétré par l'un des plus féroces dictateurs que le monde ait connus», répétera-t-il à plusieurs reprises dans son préambule.

«Je suis issu, dira-t-il, répondant à une question, d'une famille mystique (moutassaouiffa), très enracinée au Maghreb et en Libye.»

«Le coup d'Etat du colonel Gueddafi en 1969 a signifié pour nous, expliquera, ému et très convaincant, Mohamed Senoussi, l'exil, les privations, les actes de brimade et les humiliations.» «Gueddafi n'hésitera pas, ajoute-t-il, à déterrer les cadavres de mes ancêtres, à piétiner le cimetière familial pour en enlever des restes humains et à les éparpiller, comme poussière, dans les airs et dans les cieux».

Cependant, Mohamed-Reda Hassan Senoussi, comme il se définit lui-même, n'était pas au Parlement européen pour évoquer le mysticisme, ni la grandeur passée de ses ancêtres de Mostaganem.

En fin politicien, il se positionne, intelligemment, sur l'échiquier politique libyen et se place dans l'après-Gueddafi. Il plaide pour la Constitution de 1951 amendée en 1963, celle de la monarchie, mais n'en fait pas un préalable. Le texte fondamental royaliste est, à ses yeux, une base solide pour la Libye moderne, mais l'héritier du trône Senoussi ne parle pas au nom du peuple libyen. «C'est à ce dernier, et à ce dernier uniquement, insiste-t-il, de déterminer quelle est la nature du pouvoir qu'il souhaite. Une monarchie constitutionnelle ou une République.» Pour lui, l'essentiel est que le régime libyen de l'après-Gueddafi soit «démocratique» et d'essence «populaire».

La Constitution de 1951 garantit, toutefois, selon lui, tous les garde-fous de démocratie – liberté d'expression, d'association, de la presse, de réunion, des cultes – organise (le texte fondamental de 1951) les pouvoirs et peut assurer une vie démocratique normal. Le prince Senoussi moderne ne voit pas d'inconvénient à ce que la Constitution de 1951-1963 soit enrichie de nouveau. Pour autant, le plus important message du représentant de la Maison royale libyenne a trait au Conseil national de transition. Pour Senoussi, le CNT doit s'installer à Tripoli et s'ouvrir à toutes les sensibilités et à toutes les obédiences. Le Conseil de transition avec lequel l'héritier du trône entretient, par ailleurs, «d'excellentes relations» et avec lui «de bons contacts» n'a pas pour vocation de succéder à Gueddafi, ni même d'être la seule alternative de transition. Cette dernière doit être l'émanation d'une nouvelle configuration qui surgira, alors, de Tripoli dès Gueddafi déchu.

Le représentant de la Maison royale de Libye sait ce qu'il dit et a un projet politique sérieux, bien ficelé. Il peut, décemment, prétendre à jouer un rôle majeur dans la Libye post-Gueddafi. Reda Senoussi ne dit pas vouloir la restauration, mais est partant pour une monarchie constitutionnelle moderne.

A. M.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Abdelaziz El Facteur !

Les présidents de clubs de foot décident de geler la participation de leurs équipes au championnat. Merci ! Merci ! Mille fois merci !

De nous épargner ce spectacle !

Il «paraîtrait-il», comme dirait l'autre, que Hassan Hattab ne serait pas content de voir son dossier transféré à la justice. Et quand Monsieur Hattab n'est pas content, à qui le fait-il savoir ? A qui remet-il une lettre dans laquelle il exprime noir sur blanc son courroux ? A Ouyahia ? Sûrement pas ! Au *Soir d'Algérie* ? Encore plus sûrement pas ! Non ! Quand Monsieur Hassan veut faire savoir qu'il n'est vraiment pas content, il confie sa lettre et ses doléances coléreuses à Belkhadem. C'était en Une d'*Al Khabar* dans son édition d'hier mercredi. Donc, jusqu'à preuve du contraire, et au moment où les juges de ce pays nous jurent sur la tête de leurs téléphones portables qu'ils ne savent pas où se trouve Hattab, un homme, un dirigeant de parti, et pas n'importe quel parti puisque le président de ce parti n'est autre que le président de l'Algérie, le président tout court sait lui où trouver Si Hassan El Maquisard. Belkhadem ne peut pas ne pas savoir où est Hattab puisqu'il lui sert de… boîte aux lettres ! Mon Dieu ! L'empastillé dans le rôle de Domenech lisant la lettre des joueurs de foot français en colère ! Que les joueurs du onze de France m'excusent pour la comparaison avec Hattab. Mais bon, plaisanterie mise à part, nous reste sur les bras cette lettre de Si Hassan remise à Belkhadem et que le patron du FLN a promis de remettre à son tour à Abdekka. Faut bien qu'on en fasse quelque chose de cette lettre ! D'abord, une question. Pourquoi le choix de cette boîte aux lettres-là, et pas d'une autre ? Quel est ce lien si particulier qui lie les deux hommes pour que Hattab confie son courrier à Abdelaziz 2 ? Autre question tout aussi innocente que la première, est-ce au leader empastillé de l'Alliance présidentielle, au SG du parti majoritaire à l'APN, de servir de poste restante à un chef tango, certes en position supposée de reddition, mais un chef tango quand même ? Et puis, dernière question, qu'attend la justice indépendante de notre volonté pour s'autosaisir, convoquer Belkhadem et lui demander juste ceci : «Allah yarham babek, ton copain, celui qui vient de se découvrir une nouvelle vocation, l'écriture, il se cache où ?» Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.